



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

18 avril 2014

DIRECTION
REGIONALE DES
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale
des Monuments Historiques

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

***Portant inscription au titre des monuments historiques de
l'église Notre-Dame de l'Assomption à LOUHOSSOA
(Pyrénées-Atlantiques)***

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 12 décembre 2013,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

CONSIDÉRANT que l'église Notre-Dame de l'Assomption à LOUHOSSOA (Pyrénées-Atlantiques) présente au point de vue de l'art et de l'histoire un intérêt suffisant pour en rendre désirable la conservation, la commission s'est prononcée pour l'inscription au titre des monuments historiques de l'église Notre-Dame de l'Assomption à LOUHOSSOA (Pyrénées-Atlantiques).

arrête :

Article 1^{er} : Est inscrite au titre des monuments historiques en totalité l'église Notre-Dame de l'Assomption à LOUHOSSOA (Pyrénées-Atlantiques), située sur la parcelle 345 d'une contenance de 3a 05ca figurant au cadastre section A et appartenant à la commune de LOUHOSSOA (Pyrénées-Atlantiques), numéro SIREN 64 110 350, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Madame la Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Pyrénées-Atlantiques.

Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département des Pyrénées-Atlantiques et au maire concerné, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le

18 AVR. 2014

Le Préfet de Région


Michel DELPUECH